

## Les outils de la pêche durable

**Notre étude de cas porte sur la question des mesures existantes pour arriver à une pêche durable.**

### *I. Qu'est-ce que la pêche durable ?*

La pêche durable repose sur 3 principes :

- la durabilité environnementale, c'est-à-dire une pêche respectueuse des stocks halieutiques, des habitats et de l'environnement maritime ;
- la durabilité économique, c'est-à-dire rester une filière économique dynamique, qui crée des emplois sûrs et rémunérateurs ;
- la durabilité sociale, permettant de bonnes conditions de travail et une formation continue des pêcheurs.

### *II. Qu'est-ce que la surpêche ?*

La surpêche est une situation dans laquelle l'état de santé des stocks halieutiques est surexploité, c'est-à-dire menace ses capacités à se reproduire en plus d'être pêchés. En 2022 en France, l'Ifremer estime que 51% des stocks de poissons sont surexploités.

### *III. Quel est l'impact environnemental de la pêche ?*

La pêche comme toute autre activité industrielle produit des déchets. Selon le ministère de la transition écologique, les filets et autres outils de cette industrie représentent plus de 85% des déchets plastiques retrouvés en mer, soit 640 000 tonnes de déchets, l'équivalent de 63 tours Eiffel ou 4000 Airbus.

De plus, la pêche est une activité doublement émettrice de CO<sub>2</sub>. Premièrement liée à l'utilisation des carburants provenant d'énergies fossiles et deuxièmement concernant la libération de CO<sub>2</sub> à la mort des poissons. Un kilogramme de poissons capturés émet 460 grammes de CO<sub>2</sub> et plus de 90 millions de tonnes de poissons sont pêchées chaque année dans le monde, équivaut à plus de 8 millions d'allers-retours Paris-New York. Ce CO<sub>2</sub> relâché par les poissons causerait un surplus de 25% sur l'empreinte carbone de la pêche.

Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre du secteur de la pêche, la décarbonisation est privilégiée par le gouvernement français. Cette stratégie, introduite dans la loi climat et résilience de 2021, repose sur des mesures d'efficacité énergétique, de changement d'énergie et de sobriété, notamment en réduisant la vitesse des navires.

#### *IV. Quelles sont les politiques mises en œuvre dans le cadre de la pêche durable ?*

Au niveau européen, il existe la politique commune de pêche (PCP) pour les États membres de l'Union Européenne. Un des objectifs premiers de cette réforme est donc de garantir une exploitation des espèces marines qui crée les conditions de durabilité nécessaires tant sur le plan économique, environnemental qu'en matière sociale. Les PCP se renouvellent tous les 10 ans et sont ensuite transposées dans le droit national. La dernière PCP date de 2013.

#### *V. Les outils déployés dans le cadre des politiques :*

Le rendement maximum durable (RMD) est un outil de gestion des pêches visant à préserver les ressources tout en permettant une exploitation optimale. Il représente la quantité maximale de captures pouvant être prélevée à long terme sans compromettre le processus de reproduction des stocks halieutiques. Bien qu'il offre des avantages, tels que des captures plus stables et des rendements supérieurs, il est critiqué pour son approche mono-spécifique qui ignore l'interdépendance des espèces et risque de conduire à une surexploitation à long terme.

Les totaux admissibles de captures (TAC) font partie des outils de la PCP de 2013. Cet outil impose des quotas de captures qui sont répartis entre les États membres de l'UE. Bien que les TACs soient un outil de lutte contre la surpêche, leur efficacité est compromise lorsque les quotas dépassent les recommandations scientifiques.

Plusieurs labels garantissant une pêche durable existent. Le label privé MSC ou l'écolabel public "Pêche Durable" en sont des exemples. La labellisation est une certification payante attribuée à un produit. Elle sert à guider les choix des consommateurs grâce à certains critères choisis par des organismes gouvernementaux, privés, des organisations non gouvernementales (ONG) ou d'autres entités compétentes. Plusieurs ONG, comme BLOOM critiquent les labels pour leur manque de transparence.